

En bref

4 700 MAEC
EN BRETAGNE

Environnement

« Depuis le lancement en mai 2015, 4 700 exploitations en Bretagne, dont 1 400 en Côtes d'Armor, ont signé un contrat de Mesures agri-environnementales et climatiques (MAEC) », chiffre Yvon Boutier, élu à la Chambre d'agriculture des Côtes d'Armor. Dont 2 370 pour des mesures « Système » et 1 350 pour la conversion ou le maintien en agriculture biologique. Cela représente environ 200 000 ha toutes MAEC confondues. « C'est un vrai engagement des agriculteurs bretons. »

85 %

L'Assemblée nationale vient d'adopter le 2 février le principe d'une retraite à 85 % du Smic au 1^{er} janvier 2018, au lieu des 75 % prévus par le droit actuel. La mesure sera financée par une taxe additionnelle à la taxe sur les transactions financières. Le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll a salué « l'esprit » du texte, mais a jugé le financement inapproprié.

UN PLAN DE
PROFESSIONNALISATION
PERSONNALISÉ
MODERNISÉ

Jeunes Agriculteurs

À l'occasion de leur séminaire annuel sur l'installation, qui se tenait du 31 janvier au 2 février, les Jeunes agriculteurs (JA) ont affirmé la nécessité de « perfectionner » le plan de professionnalisation personnalisé (PPP). Les PPP, lancés en 2009, sont des documents agréés par les préfets, exigés pour prétendre à l'aide à l'installation. « C'est un dispositif qui a fait ses preuves », estime Pierre-Marie Vouillot, vice-président de JA. « Plus de 98 % des jeunes » ayant suivi le PPP « sont encore en activité après 5 ans », affirme-t-il. Cependant, après 8 ans, le PPP nécessite des évolutions au vu des nouveaux enjeux – « aléas économiques, sanitaires et climatiques », « attentes sociétales » – et des objectifs de vie des jeunes, notamment « l'équilibre entre temps de travail et vie personnelle ».

Les USA à l'heure du pragmatisme

En 2017, tout pourrait s'accélérer dans le commerce international, suite aux décisions de Donald Trump, qui est en train d'imprimer sa marque personnelle sur le monde. En 140 caractères, comme en un seul, le message est la fin du multilatéralisme.

COMMERCE

Dans un contexte où la croissance n'existe plus, les USA veulent renégocier les parts du gâteau en face-à-face avec leurs partenaires commerciaux. L'heure est à la négociation bilatérale, point barre. Le déséquilibre de la balance commerciale constitue un des principaux points noirs de l'économie américaine aujourd'hui. Les trois plus grands partenaires, à savoir la Chine, le Canada et le Mexique sont les premiers visés. Sur les 130 Md de dollars d'exportations agricoles américaines en 2016 (tous pays confondus), 46 % (60 Md \$) ont été réalisés avec le trio Chine-Canada-Mexique contre 7 % avec la zone euro. Le protectionnisme américain pourrait-il s'avérer contre-productif en matière agricole, les USA exportant plus de denrées agricoles qu'ils n'en importent de ces trois pays ? Prenons deux exemples.

Voitures
contre maïs mexicain ?

Les échanges commerciaux entre les deux pays ont triplé depuis l'entrée en vigueur de l'Alena⁽¹⁾, en 1994, pour atteindre 531 Md \$ en 2015. Mais l'excédent américain de 1,9 Md \$ s'est transformé sur la période en un déficit de 58 Md \$. Le Mexique vend en effet plus de machines et de voitures aux USA que l'inverse. Trump souhaite donc rééquilibrer les choses. Mais si on considère le seul secteur agricole, les flux ne sont que de 39 Md de dollars et les échanges sont assez équilibrés (déficit de 3 Md pour les USA). Le Mexique est le deuxième fournisseur des États-Unis sur les denrées agricoles (21 Md \$). À l'inverse, le Mexique est le troisième débouché agricole pour les USA (18 Md \$) et notamment son plus gros client



Le soja, comme d'autres denrées agricoles, fait partie d'une négociation globale, représentant une arme commerciale et diplomatique qu'il faudra manier avec précaution.

L'HEURE
EST À LA
NÉGOCIATION
BILATÉRALE.

en maïs (2,3 Md \$), porc, tourteaux de soja et blé. L'Alena a ruiné l'agriculture céréalière mexicaine. Des mesures de protection pour les produits sensibles, les éléments de base de l'alimentation des Mexicains (maïs et haricots) avaient été prévues, mais n'ont jamais été appliquées. Les prix américains du maïs étant plus bas en raison de coûts de production inférieurs (subventions, productivité), l'importation de la céréale a explosé. Le Mexique est ainsi devenu le deuxième importateur mondial de maïs (après le Japon) et sa proximité avec les USA en fait un client « naturel ». Taxer la céréale, alors que les USA courent sous les stocks, semble malvenu. De plus, cela pourrait accélérer la restructuration du secteur agricole voulu par le gouvernement mexicain. Enfin, le Brésil et l'Argentine, mais aussi

l'Ukraine (ce qui serait embêtant pour l'UE), peuvent prendre le relais pour approvisionner le pays. Utiliser l'arme agricole dans les négociations avec son voisin pourrait se révéler contre-productif.

La Chine et l'arme soja

L'excédent commercial chinois a décollé en 2005, fort d'une dévaluation monétaire qui avait précédé l'entrée du pays à l'OMC en 2001. En 2016, il a atteint un total de 370 Md. Le déséquilibre est particulièrement important et le constat vaut avec tous les pays ou presque. Il est particulièrement flagrant avec les USA, où l'excédent atteignait 273 Md en 2015. Il n'en fallait pas plus pour que Trump voit rouge et décide d'inverser la tendance. Le président américain estime qu'il a les moyens de fermer ses frontières, car son PIB repose avant tout sur la consom-

mation intérieure (70 %), ce qui est l'inverse de la Chine dont le principal moteur de croissance reste l'exportation. De plus, les États-Unis peuvent utiliser le joker alimentaire dans cette partie de poker, l'Empire du Milieu n'étant pas autosuffisant en soja, viandes et produits laitiers. Nous n'en sommes pas encore là. Le soja, comme d'autres denrées agricoles, fait partie d'une négociation plus globale, représentant une arme commerciale et diplomatique qu'il faudra manier avec précaution. Ainsi, l'accord de partenariat transpacifique dénoncé par Trump, avait été conçu pour limiter l'influence de Pékin dans la région et établir des règles commerciales calquées sur les principes occidentaux. En perdant leur influence en Asie, les USA pourraient ouvrir un boulevard aux Chinois qui y imposeraient leurs normes. L'enjeu est donc de taille. Quant au Mexique, il n'est pas isolé, et a conclu jusqu'ici 11 accords de libre-échange, qui lui donnent un accès préférentiel à 46 pays et un milliard de consommateurs potentiels. Patricia Le Cadre Céréopa/vigie-mp.com

⁽¹⁾ Alena : accord de libre-échange nord-Américain (USA, Canada, Mexique)

LE NÉGOCE MONDIAL, UN SYSTÈME DE VASES COMMUNICANTS

Si la Chine n'est pas du genre à mettre tous ses œufs dans le même panier lorsqu'il s'agit d'assurer sa dépendance alimentaire et énergétique, certains passages restent (pour l'instant) obligés. La Chine est ainsi de loin,

le premier débouché des graines de soja US, avec un total réalisé de 33,6 Mt en 2016 (soit 60 % des ventes US et 40 % des achats chinois). Les deux pays se tiennent donc par la barbichette, mais

les choses peuvent évoluer. N'oublions pas que le négoce mondial en matière agricole est un système de vases communicants, où ce qui est pris à l'un est remplacé par l'autre. La Chine, qui investit énormément dans

les infrastructures en Argentine, au Brésil et en Ukraine, peut diminuer sa dépendance aux USA dans les prochaines années, ce qui rebattrait les cartes des approvisionnements en protéines, notamment pour l'Union européenne.